République démocratique du Congo – Situation d'urgence complexe

19 MAI 2023

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION

95,2 MILLIONS	**26,4 MILLIONS**	**6,2 MILLIONS**	**1,3 MILLION**	**522 579**
Population de la RDC	Population ayant besoin d'aide en 2023	Nombre de PDI en RDC	Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile congolais dans les pays voisins	Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile hébergés en RDC
Nations Unies (NU), décembre 2022	*Nations Unies (NU), février 2023*	*UNHCR – Avril 2023*	*UNHCR – Avril 2023*	*UNHCR – Avril 2023*

- Les inondations et les glissements de terrain survenus dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC) du 2 au 4 mai ont entraîné plus de 400 décès et le déplacement de près de 1 500 personnes. Les partenaires de l'USAID/BHA interviennent dans les domaines de la santé, de la protection et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) auprès des populations touchées par les inondations.
- Les déplacements à grande échelle résultant du conflit lié au M23 et l'accès limité aux services de base ont provoqué une forte augmentation des cas de violence basée sur le genre dans les camps de personnes déplacées de la province du Nord-Kivu et aux alentours.
- Les groupes armés continuent d'attaquer les civils dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, entraînant des pertes civiles et des déplacements.

TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

En interventions d'urgence en RDC pour l'exercice fiscal 2023	USAID/BHA[1]	387 844 374 $

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 6

Total **387 844 374 $**

[1] Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA).

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Les inondations causent la mort d'au moins 422 personnes dans le territoire de Kalehe

Les fortes pluies et les inondations et glissements de terrain qui ont suivi entre le 2 et le 4 mai ont affecté environ 50 000 personnes dans plusieurs localités du territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, selon les organisations humanitaires. Les inondations ont causé la mort d'au moins 422 personnes, dont plus de 200 enfants, le déplacement de près de 1 500 personnes et la destruction ou l'endommagement de plus de 3 000 maisons. Les inondations ont également détruit des installations sanitaires et des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), limitant l'accès à l'eau potable et augmentant le risque de maladies d'origine hydrique. En particulier, près de 70 % des infrastructures WASH ont été détruites dans le village de Nyamukubi à Kalehe. En outre, l'ONU a mis en garde contre l'augmentation de la détresse psychosociale et des violations de la protection, y compris la violence et l'exploitation sexuelles, ciblant les enfants orphelins ou non accompagnés dans les zones touchées par les inondations. Les besoins prioritaires des communautés touchées par les inondations comprennent l'alimentation, la santé, les abris et l'assistance WASH. Début mai, environ 50 000 personnes avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence en raison des terres agricoles endommagées et de la perte de bétail, selon les Nations Unies. Dans la province voisine du Nord-Kivu, les inondations saisonnières ont provoqué des glissements de terrain les 8 et 10 mai dans les territoires de Lubero et de Masisi, faisant au moins 20 morts, selon les médias locaux et internationaux.

En réponse aux besoins résultant des inondations à Kalehe, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent un soutien en matière de santé, de protection et d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), partenaire de l'USAID/BHA, fournit des services de protection de l'enfance, notamment l'identification, la réunification des familles et la création d'espaces adaptés aux enfants à Kalehe. L'organisation des Nations Unies a également livré environ 4 000 articles de secours et 4 000 kits WASH dans les zones touchées par les inondations. Un autre partenaire de l'USAID/BHA, Oxfam, a étendu un système d'eau existant pour soutenir environ 5 000 personnes à Nyamukubi et pompe, traite et distribue de l'eau potable provenant du lac Kivu voisin pour répondre aux besoins d'environ 5 000 personnes dans le village de Bushushu dans le territoire de Kalehe. Oxfam continue également à fournir de l'eau potable grâce à un système de distribution d'eau d'urgence, à réhabiliter les points d'eau endommagés et à organiser des séances de promotion de l'hygiène pour prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique dans les zones touchées par les inondations. En outre, International Medical Corps, partenaire de l'USAID/BHA, a fourni des soins de santé à près de 280 personnes touchées par les inondations grâce à sa clinique mobile.

Les personnes déplacées sont confrontées à des risques de protection accrus dans les camps de déplacés du Nord-Kivu

L'insécurité persistante dans l'est de la RDC, en particulier en Ituri et au Nord-Kivu, a exposé les personnes déplacées à un nombre croissant de violations de leur protection, notamment des enlèvements, des extorsions, du travail forcé, le recrutement forcé d'enfants dans des groupes armés, de la violence basée sur le genre et des meurtres, selon les organisations humanitaires. En particulier, les effets combinés des déplacements à grande échelle résultant du conflit entre les éléments du Mouvement du 23 mars (M23), d'autres groupes armés et les Forces armées de la RDC (FARDC) et le manque d'accès aux nécessités de base telles que la nourriture, les latrines, les abris et l'eau ont provoqué une forte augmentation des incidents de violence basée sur le genre dans et autour des camps de personnes déplacées du Nord-Kivu. Les organisations de secours ont enregistré plus de 340 cas de violence basée sur le genre dans les sites de Kanyaruchinya et Munigi dans le territoire de Nyiragongo au

Nord-Kivu depuis janvier, ainsi qu'environ 10 cas de violence basée sur le genre par jour dans le site de Bulengo dans la capitale du Nord-Kivu, Goma. Les femmes qui quittent les camps de déplacés à la recherche de bois de chauffage, de nourriture et d'eau potable sont particulièrement exposées à la violence basée sur le genre et à d'autres violations de la protection. Le manque cruel d'assistance alimentaire dans les camps de déplacés continue à pousser les femmes et les filles déplacées à chercher des ressources dans des zones précaires, rapportent les organisations humanitaires. Médecins Sans Frontières a également enregistré près de 700 cas de violence basée sur le genre dans plusieurs camps de personnes déplacées à l'intérieur et autour de Goma au cours des deux dernières semaines d'avril, reflétant une tendance à l'augmentation des violations de la protection par rapport aux semaines précédentes. Les organisations humanitaires plaident actuellement pour une augmentation de l'aide alimentaire et des moyens de subsistance, ainsi que pour le renforcement des services de prévention de la violence basée sur le genre, afin d'atténuer les risques de violence et d'exploitation sexuelles à l'encontre des personnes déplacées.

Plus de 1,2 million de personnes déplacées par le conflit au Nord-Kivu depuis mars 2022

Le conflit au Nord-Kivu a déplacé environ 1,2 million de personnes - dont près de 60 pour cent sont des enfants - depuis mars 2022, selon les Nations Unies. Sur ce total, environ 564 000 personnes déplacées sont principalement hébergées dans des camps de déplacés à l'intérieur et autour de Goma, tandis qu'un plus petit nombre de personnes déplacées résident dans des communautés d'accueil ou des centres collectifs à la fois à Goma et à Nyiragongo. D'autres ont fui vers la ville voisine de Kalehe, où les organisations humanitaires ont recensé plus de 78 000 personnes déplacées à la mi-avril. De nombreuses personnes déplacées hébergées dans des camps de déplacés sont confrontées à des conditions de vie surpeuplées et à un accès limité aux ressources, y compris un manque critique d'assistance alimentaire. Alors que le retrait à la mi-mars de certains éléments du M23 dans les territoires de Masisi et de Rutshuru au Nord-Kivu a entraîné une réduction relative du conflit, les civils sont confrontés à des attaques accrues de la part d'autres groupes armés au Nord-Kivu. En particulier, des membres présumés des Forces démocratiques alliées (ADF) ont lancé une série d'attaques contre des civils dans les zones de santé de Kalunguta et d'Oicha à Beni entre le 1er et le 15 avril, faisant au moins 40 morts. Les affrontements entre le Collectif des mouvements pour le changement-Nyatura et un autre groupe armé près du camp de déplacés de Kitsimba à Rutshuru ont causé la mort d'au moins 13 civils et blessé cinq autres, dont trois enfants, le 2 mai, rapportent les Nations Unies et les médias locaux. Les violences ont également entraîné le déplacement d'au moins 485 personnes, dont beaucoup avaient déjà été déplacées par le conflit.

Les attaques des groupes armés en Ituri menacent les civils et exacerbent les besoins

Des éléments présumés de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et d'autres groupes armés ont multiplié les attaques contre les civils dans le territoire de Djugu, en Ituri, au cours des derniers mois. Les attaques du 14 avril ont fait au moins 40 morts et plusieurs blessés, rapportent les organisations humanitaires. Des éléments présumés de la CODECO ont également brûlé des infrastructures essentielles et pillé des maisons au cours de ces attaques. En outre, une série d'attaques menées par des groupes armés inconnus dans les zones de santé de Damas, Drodro et Fataki à Djugu ont fait 12 morts parmi les civils entre le 6 et le 8 avril. Pendant ce temps, à la frontière entre les territoires d'Irumu et de Mambasa en Ituri, des éléments présumés de l'ADF ont mené plusieurs attaques entre le 2 et le 4 avril, qui ont causé la mort d'au moins 30 civils. Au 19 avril, les attaques des groupes armés dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa en Ituri avaient causé la mort d'environ 150 civils depuis le début du mois d'avril, selon l'ONU. L'augmentation des attaques de groupes armés

en Ituri, en partie motivée par le vide sécuritaire créé par la crise du M23 au Nord-Kivu, a accru les risques de protection pour les civils au cours des derniers mois et a laissé les populations touchées par le conflit dans un besoin urgent d'assistance multisectorielle.

9,9 millions de personnes risquent d'être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë jusqu'en décembre

La violence continue de provoquer une insécurité alimentaire aiguë dans l'est de la RDC, le conflit armé perturbant les activités agricoles et limitant l'accès des populations à la nourriture et aux marchés fonctionnels, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies. Selon le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), environ 9,9 millions de personnes, dont la majorité réside dans les zones d'Ituri et du Nord-Kivu touchées par le conflit, sont susceptibles d'être confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de crise-IPC 3 ou pire jusqu'à la fin du mois de décembre.[2] Dans le Nord-Kivu, l'augmentation des prix des denrées alimentaires - générée par les effets cumulés des affrontements armés, de l'inflation et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement - limite considérablement le pouvoir d'achat des ménages et exacerbe l'insécurité alimentaire. Par exemple, les prix des denrées alimentaires à Goma ont augmenté de 77 % en 2023 par rapport aux prix de 2022, selon FEWS NET. En conséquence, les populations en situation d'insécurité alimentaire auraient eu recours à des stratégies d'adaptation négatives pour répondre à leurs besoins de base.

CHIFFRES CLES

224,3 millions $

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes d'aide alimentaire d'urgence durant l'exercice fiscal 2023

12

Nombre de partenaires de l'USAID/BHA mettant en œuvre des programmes de nutrition en RDC

RIPOSTE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Les partenaires de l'USAID/BHA, comme le PAM, continuent de fournir une aide alimentaire d'urgence aux membres des communautés d'accueil, aux PDI, aux réfugiés et aux autres populations vulnérables confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en RDC. Avec près de 224,3 millions de dollars d'aide à ce jour au cours de l'exercice 2023, les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires et les agences des Nations Unies fournissent des transferts en espèces pour des denrées alimentaires, des bons d'alimentation et une aide alimentaire en nature (y compris des denrées provenant des États-Unis) pour aider les familles à satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux.

L'USAID/BHA a fourni près de 16,6 millions de dollars à ce jour au cours de l'exercice 2023 pour aider les partenaires à identifier et à traiter la malnutrition aiguë. Afin de soutenir l'amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats nutritionnels à plus long terme, les agences des Nations Unies et les ONG partenaires distribuent également des outils et des semences pour soutenir la production agricole des ménages et mènent des campagnes de sensibilisation aux besoins alimentaires et aux meilleures pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Le financement de l'USAID/BHA vise à renforcer la coordination des interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, et à veiller

[2] La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimal-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.

à ce que les populations les plus vulnérables bénéficient d'une assistance critique.

SANTE

11,3 millions $

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur la santé durant l'exercice fiscal 2023

L'USAID/BHA a fourni environ 11,3 millions de dollars à ce jour dans l'exercice 2023 pour soutenir les ONG partenaires afin d'élargir l'accès des communautés aux services de soins de santé primaires gratuits dans les zones à fort déplacement. Ce soutien comprend l'augmentation de la disponibilité des médicaments et des fournitures essentiels, la formation des travailleurs de la santé, le soutien à la surveillance des maladies et les efforts de réponse. L'USAID/BHA soutient notamment l'achat, la distribution et la formation à l'utilisation de kits de prophylaxie post-exposition, ce qui améliore la gestion clinique des viols dans les installations sanitaires de cinq provinces. L'USAID/BHA soutient également les efforts de sensibilisation en encourageant l'adoption des pratiques exemplaires recommandées en matière de santé et d'hygiène pour éviter la propagation des maladies transmissibles, comme le choléra. Les partenaires du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'État (Département d'État/PRM) des États-Unis soutiennent les soins médicaux primaires, notamment les soins de santé apportés aux mères et aux enfants, ainsi que l'approvisionnement en médicaments et en matériel essentiels, au profit des réfugiés de la République centrafricaine (RCA) voisine dans les provinces de Nord-Ubangi et Sud-Ubangi de la RDC.

PROTECTION

15

Nombre de partenaires de l'USAID/BHA mettant en œuvre des programmes de protection en RDC

Les partenaires humanitaires du gouvernement américain soutiennent la fourniture de services de protection essentiels dans les zones de la RDC touchées par les conflits. L'USAID/BHA a fourni près de 10,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2023 aux partenaires afin de les aider à mettre en œuvre des activités de protection dans le pays, notamment l'instauration d'espaces sécurisés pour les enfants et les victimes de violence sexiste, ainsi que la fourniture de services de protection de l'enfance et d'aide psychosociale, entre autres activités. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), partenaire de l'État et du Mécanisme, avec le soutien des chefs traditionnels, fournit des activités de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre, notamment en sensibilisant les réfugiés et les communautés d'accueil à la violence, à l'exploitation et aux abus sexuels. L'UNHCR a également enregistré près de 550 nouveaux demandeurs d'asile centrafricains dans le Nord-Ubangi en février.

ABRIS ET CAMPS

20,1 millions $

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur les abris et les camps durant l'exercice fiscal 2023

Les partenaires du gouvernement américain jouent un rôle majeur dans la construction d'abris d'urgence pour les personnes déplacées et la gestion des camps destinés aux PDI et aux réfugiés en RDC. Avec plus de 20,1 millions de dollars de financement à ce jour au cours de l'exercice 2023, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une aide au logement aux PDI et aux rapatriés dans les zones de la RDC touchées par la

crise que traverse le pays. Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent également des solutions d'hébergement à plus long terme aux rapatriés dans les zones où la situation s'est stabilisée, en complément d'une assistance juridique pour aider les familles à obtenir des terres pour l'agriculture et le logement dans les zones où les PDI sont relogées. En outre, le l'UNHCR, partenaire de l'État et du mécanisme de prévention, a soutenu la construction de plus de 420 abris pour les réfugiés, dont 112 abris transitoires, dans le Nord-Ubangi et le Sud-Ubangi au cours du mois de février.

50,1 millions $

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur l'aide WASH durant l'exercice fiscal 2023

WASH

L'USAID/BHA a fourni environ 50,1 millions de dollars à ce jour au cours de l'exercice 2023 en soutien aux activités d'aide WASH à travers le pays, afin d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement et de réduire la propagation des maladies infectieuses, comme le choléra et la rougeole. Les activités soutenues par le gouvernement américain comprennent la construction et la réhabilitation des infrastructures WASH, y compris les stations de lavage des mains, les latrines, les douches et les points d'eau ; la distribution de kits d'hygiène et d'autres produits WASH essentiels ; et le transport de réserves d'eau d'urgence vers les camps de personnes déplacées et de réfugiés. En février, l'UNHCR, partenaire de l'État et du mécanisme de prévention, et ses partenaires ont réparé 15 puits de forage dans le camp d'Inke du Nord-Ubangi, portant le nombre total de puits en état de fonctionnement à 25 et augmentant la quantité d'eau fournie par personne et par jour de 10 à 21 litres.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- Malgré la mise en œuvre d'un accord de paix en 2003, les combats entre les forces loyales au gouvernement de la RDC et différentes entités armées, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda, le M23, le groupe Maï-Maï et des milices affiliées aux groupes ethniques Hema et Lendu, continuent de faire rage et contribuent à des niveaux élevés d'insécurité et de déplacement des populations dans l'est de la RDC.
- Les violences, l'accès humanitaire restreint, les piètres infrastructures, les recrutements forcés dans les groupes armés et l'accès limité aux terres agricoles et aux marchés traditionnels ont contribué à la dégradation des conditions humanitaires dans plusieurs parties de la RDC, déclenchant ainsi un déplacement interne généralisé et l'exode des populations réfugiées.
- Depuis mars 2022, la reprise des affrontements entre les FARDC et le M23 à Rutshuru a déplacé des centaines de milliers de personnes dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, mettant à rude épreuve les capacités humanitaires dans les zones d'accueil des personnes déplacées. Les personnes déplacées sont confrontées à des risques importants de maladie et de protection en raison d'un accès inadéquat aux abris et à d'autres formes d'aide d'urgence, en particulier dans la périphérie de Goma, où de nombreuses personnes ont fui à la suite de l'escalade du conflit en octobre 2022. Les organisations d'aide humanitaire font également état d'un accès très restreint aux zones du Nord-Kivu contrôlées par le M23, où l'accès aux services de base et à la nourriture est probablement limité.

- Le 4 octobre 2022, la Chargée d'Affaires américaine (CdA) Stephanie Miley a renouvelé une déclaration de besoin humanitaire (DHN) pour l'année fiscale 2023 en raison des conditions d'urgence complexes en cours en RDC. La CdA Miley a cité le niveau important des besoins humanitaires non satisfaits en RDC dépassant la capacité du gouvernement à répondre et la volonté du gouvernement de la RDC d'accepter l'aide humanitaire comme facteurs justifiant le renouvellement de la DHN.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2023 [1]

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	EMPLACEMENT	MONTANT
USAID/BHA			
ACTED	Agriculture ; Aide alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (Humanitarian Coordination, Information Management and Assessments, HCIMA) ; abris et camps ; WASH	Bas-Uele, Ituri, Maniema, Nord-Ubangi, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Sud-Ubangi, Tanganyika	22 511 884 $
Association Locale pour le Développement Intégral (ALDI)	Aide alimentaire	Ituri	493 140 $
Caritas Development Goma	Abris et camps, WASH	Nord-Kivu	500 000 $
Catholic Relief Services (CRS)	Agriculture, Politique et pratiques de réduction des risques de catastrophe (Disaster Risk Reduction Policy and Practice), ERMS, Aide alimentaire, Abris et camps, WASH	Kasaï-Central, Tanganyika	14 492 214 $
Concern	Agriculture, Systèmes de marchés et de redressement économique (ERMS), Aide alimentaire, WASH	Nord-Kivu, Tanganyika	13 596 031 $
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)	Aide alimentaire (États-Unis), Aide alimentaire en nature	Nord-Kivu, Tanganyika	14 500 000 $
iMMAP	Humanitarian Coordination, Information Management, and Assessments (HCIMA)	Ensemble du pays	940 978 $
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	HCIMA, Abris et camps, WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	20 000 000 $
IRC	Santé, Nutrition et Protection	Ituri, Nord-Kivu, Tanganyika	7 284 369 $
Mercy Corps	Agriculture, ERMS, Aide alimentaire, HCIMA, Aide polyvalente (MCPA), Protection, WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	22 183 673 $
Programme de Promotion de Soins de Santé Primaire (PPSSP)	WASH	Nord-Kivu	500 000 $
Première Urgence Internationale (PUI)	Santé, Nutrition, Protection, WASH	Nord-Kivu	7 000 000 $
Oxfam	WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	5 000 000 $
Samaritan's Purse	Agriculture, Aide alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, Abris et établissements, WASH	Ituri, Haut-Uele, Nord-Kivu, Tshopo	17 813 222 $
Save the Children's Federation (SCF)	Santé, Nutrition, Protection, WASH	Ituri, Nord-Kivu	5 000 000 $
Tearfund	Agriculture, WASH	Nord-Kivu	5 916 931 $

UNICEF	HCIMA, MCPA, Protection, WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	24 366 357 $
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)	Humanitarian Coordination, Information Management, and Assessments (HCIMA)	Ensemble du pays	1 250 000 $
PAM	Aide alimentaire (États-Unis), Aide alimentaire en nature	Ensemble du pays	69 784 274 $
	Aide alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, Approvisionnement local, Régional et international, HCIMA, Nutrition	Bas-Uele, Ituri, Haut-Katanga, Haut-Uele, Kasaï, Kasaï-Oriental, Nord-Kivu, Nord-Ubangi, Sud-Kivu, Sud-Ubangi, Tanganyika	99 000 000 $
	Logistique	Ensemble du pays	7 000 000 $
Welthungerhlife (WHH)	Agriculture, aide financière polyvalente, Aide alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, Abris et établissements, WASH	Nord-Kivu	3 748 193 $
World Relief International (WRI)	Aide alimentaire (États-Unis), Aide alimentaire en nature, Approvisionnement local, Abris et camps, WASH	Nord-Kivu	4 000 000 $
World Vision	Aide alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, Approvisionnement local, WASH	Nord-Kivu	20 000 000 $
Soutien au programme			963 107 $
FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA			**387 844 374 $**
FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2023			**387 844 374 $**

[1] L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement à compter du 19 mai 2023.

[2] Valeur estimée de l'aide alimentaire et des frais de transport au moment de l'achat ; sous réserve de modifications.

INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour obtenir des informations supplémentaires sur ces recommandations, consultez le site suivant :
    - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
    - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information de l'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse URL suivante : **usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work**